

Marché du travail, exigences en termes de formation et protection sociale (aspects territoriaux y compris)

Domaines de recherche prioritaires

Comment la recherche en sciences sociales peut être utile aux décideurs luxembourgeois

Par Liza Glesener

Lorsque l'étude Foresight menée voici un peu plus de cinq ans a redéfini les domaines de recherche prioritaires pour le Luxembourg, il était clair que les sciences sociales devaient encore être soutenues.

■ L'un des 6 domaines CORE (CENTRAUX) du Fonds National de la Recherche a dès lors vu le jour: marché du travail, exigences en termes de formation et protection sociale (aspects territoriaux y compris). Frank Bingen du FNR, responsable de ce domaine: «la recherche réalisée dans ce domaine doit englober toute la chaîne des problèmes liés aux sciences sociales du Luxembourg.»

Comment fonctionne le marché du travail luxembourgeois? Au moyen de quelles méthodes peut-on analyser, prédire et mieux harmoniser le besoin et l'offre de travail? Quelles sont les répercussions d'une société vieillissante sur la protection sociale et l'État-providence? Dans quelle mesure les navetteurs et les immigrants influencent-ils l'économie, la vie sociale et la configuration spatiale du pays? Comment le système scolaire peut-il surmonter les défis de notre époque, dont le multilinguisme dans les classes?

Ce ne sont que quelques-unes des questions fondamentales que les chercheurs doivent se poser et sur lesquelles ils planchent en partie déjà. Jusqu'à présent, les acteurs se trouvent principalement dans deux instituts: l'université du Luxembourg se consacre en particulier à l'aspect de la formation et le CEPS/Instead s'occupe avant tout du marché du travail ainsi que des aspects territoriaux du pays.

Situation atypique

A l'échelle internationale, les groupes sont certes encore relativement restreints mais ils se développent sans cesse. Selon Bingen, il est crucial que ce type de recherche soit stimulé au et pour le Luxembourg. En particulier en ce qui concerne le marché du travail, notre très petit pays et sa circulation transfrontalière élevée nous placent dans une situation atypique: nous ne pouvons copier les résultats d'autres pays mais devons mener des recherches par nos propres soins.

Le Dr Philippe Van Kerm et le Dr Jacques Brosius, tous deux chercheurs au CEPS/Instead,



(Photo: source FNR)

poursuivent l'explication: «Le marché du travail du Luxembourg est très particulier, avec plus de 70% de main-d'œuvre non luxembourgeoise, dont plus de 40% de travailleurs transfrontaliers. Pour comprendre le fonctionnement d'un tel marché, on ne peut pas simplement extrapoler des travaux réalisés dans d'autres pays. Si certaines conclusions s'appliquent également au Luxembourg, d'autres, en revanche, ne sont pas du tout adaptées au contexte d'une petite économie ouverte. Les modèles développés dans d'autres pays ignorent souvent des aspects très spécifiques du Luxembourg.»

De Luxembourg à l'Afrique

Les chercheurs du CEPS/Instead se penchent entre autres choses depuis quelques années sur l'analyse de l'inégalité sur le marché du travail, p.ex. entre les hommes et les femmes mais également de façon plus précise pour le Luxembourg entre les Luxembourgeois, les immigrants et les navetteurs. L'objectif de tous les travaux est de mieux comprendre le système: cela doit permettre aux acteurs politiques de prendre des décisions futures sur base de connaissances étayées scientifiquement. Néanmoins, des projets réalisés dans d'autres pays peuvent également revêtir une pertinence pour le Luxembourg, comme p.ex. un projet mené par le CEPS/Instead et ac-

tuellement en phase de démarrage qui se consacrera à l'étude du commerce transfrontalier en Afrique occidentale. Bingen considère ce projet comme la très intéressante poursuite d'un modèle développé au et pour le Luxembourg voici quelques années, utilisé en l'espèce dans un contexte différent mais qui aura malgré tout également des retombées significatives pour le Luxembourg. Le projet est également porteur d'intérêt pour le Ministère de la coopération. Aux yeux de Bingen, une pratique exemplaire voulait en outre que cet aspect soit tiré au clair avant que les chercheurs ne déposent leur idée auprès du FNR.

Le Dr Olivier Walther, responsable du projet, fait partie du groupe MetroLux qui se consacre depuis quelques années déjà intensément aux mécanismes d'intégration économique et politique des régions urbaines transfrontalières: dans le cas du Luxembourg, il s'agit de la conurbation polycentrique de notre capitale et de plusieurs villes allemandes, françaises et belges de la Grande Région. Le travail soutenu du groupe n'aide pas uniquement les décideurs luxembourgeois mais, selon Walther, il leur a également permis d'occuper une niche de recherche.

A l'université du Luxembourg, plusieurs groupes se consacrent entre-temps aux aspects de formation pertinents sur le plan des

sciences sociales. Comment fonctionne p.ex. notre système scolaire et prépare-t-il suffisamment à la vie? Pour l'instant, des non-chercheurs de l'université du Luxembourg sont parvenus à prouver de façon claire et empirique que dans le système scolaire actuel, bon nombre d'élèves n'exploitent pas leur véritable

potentiel. Ce constat est d'autant plus amer que contrairement à ce qui se fait dans de nombreux autres pays, au Luxembourg le diplôme de fin d'études est extrêmement déterminant pour la carrière professionnelle ultérieure.

Société hétérogène

De plus, le Luxembourg qui s'est mué d'une nation industrielle en une nation de prestation de services a besoin à cet instant précis de personnel hautement qualifié. Selon le Dr Romain Martin de l'université du Luxembourg, le système scolaire actuel présente tout simplement le défi colossal que renferme notre société très hétérogène. A ce titre, les disparités linguistiques et sociales constituent le cœur du problème. «Nos études ont épinglé des problèmes; nous devons à présent poursuivre les recherches et découvrir des pistes de solution novatrices. Notre travail constitue une première base sur laquelle nous pouvons à présent construire.»

En effet, la recherche ne doit pas critiquer mais bien au contraire aider à voir les problèmes plus clairement et, ce faisant, à trouver des solutions. L'objectif est la durabilité à long terme du système social et économique, c'est-à-dire une bonne qualité de vie persistante au Luxembourg.

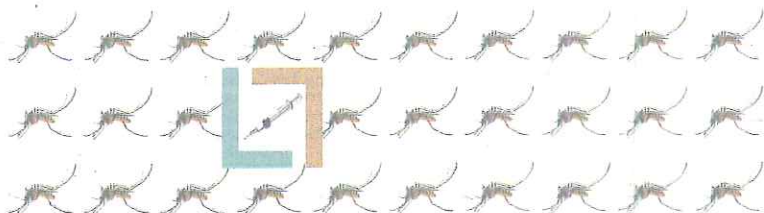
Le programme CORE du FNR

Le soutien de la science dans six domaines prioritaires

Au fil des 20 dernières années, bon nombre de choses ont bougé dans le paysage luxembourgeois de la recherche: de nouvelles institutions vouées à la recherche, dont le Fonds National de la Recherche (FNR) lui-même, ont vu le jour.

A l'heure actuelle, ce développement est encore loin d'être terminé: entre 2000 et 2010, le budget fédéral annuel est passé de 28 à 247 millions d'EUR et la tendance à la hausse se poursuit. Le FNR, qui a financé la recherche à concurrence de 138 millions d'EUR depuis sa fondation, en gère une partie. Voici un peu plus de 5 ans, les chercheurs ainsi que les acteurs politiques et

privés se sont assis à la même table afin de définir des priorités et directions claires pour la recherche luxembourgeoise au sein de l'étude baptisée Foresight. Cela a donné le programme CORE, l'un des instruments de recherche du FNR. Depuis 2008, les chercheurs des institutions publiques peuvent déposer des projets annuels: le principal critère est la qualité scientifique. Entre 2008 et 2010, le FNR a soutenu 107 projets parmi 286 déposés; 48,1 millions d'EUR ont été mis à disposition dans ce cadre. Au total, les domaines prioritaires sont au nombre de 6, présentés à travers une série d'articles sur cette page.



La recherche au Luxembourg.
Pour vous. Pour votre vie quotidienne.

Fonds National de la
Recherche Luxembourg

www.fnr.lu

INVESTIGATING FUTURE CHALLENGES